



PROGRAMME PROVISOIRE DES JOURNEES des 16 et 17 décembre 2017

16 DÉCEMBRE	
13.00	ACCUEIL, ACTE POLITIQUE: "CONSTRUISONS LA REPUBLIQUE" ET DEJEUNER POPULAIRE
17.00	<p style="text-align: center;">CONSTRUISONS LA REPUBLIQUE METTONS UN TERME AU REGIME DE 1978</p> <p>Groupe de travail sur la lutte contre le fascisme : au cours des dernières semaines, nous avons constaté une augmentation préoccupante des agressions fascistes qui sont demeurées totalement impunies. Nous savons que le fascisme est en augmentation constante en Europe depuis plusieurs années, mais en Catalogne il était relativement faible. Les actions de répression menées par l'Etat espagnol ont eu pour conséquence un retour de l'extrême-droite dans les rues de toutes nos villes, grandes et petites. Nous voulons, au cours de cette session, trouver tous ensemble les moyens de freiner le fascisme tant en Catalogne que dans le reste du monde.</p> <p>Groupe de travail sur la répression et les prisonniers politiques : la réponse au désir du peuple catalan de décider de son futur a eu comme unique réponse de l'Etat espagnol la répression. La brutalité policière du 1er octobre, la suspension de l'autonomie avec l'application de l'article 155 de la Constitution espagnole, l'emprisonnement de Jordi Cuixart et de Jordi Sánchez ainsi que de la moitié du gouvernement de la Generalitat et l'exil de l'autre moitié de celui-ci, sont les principaux exemples de cette répression. Cependant, la répression comme mécanisme de réponse face à la dissidence politique n'est pas une nouveauté au sein de l'Etat espagnol. Le conflit politique au Pays Basque a été réglé par des mesures exceptionnelles et la prison pour motifs politiques est, encore aujourd'hui, une réalité au-delà du cas catalan. Le cas des jeunes d'Altsasu, Andrés Bódalo ou Alfonso Fernández Ortega sont des exemples d'incarcérations pour motifs politiques. Au cours de cette session, nous parlerons de répression et de dissidence et des moyens qui nous permettront de faire face à la répression de l'Etat espagnol.</p> <p>Groupe de travail sur les mouvements féministes et LGBT : la longue trajectoire des mouvements féministe et LGBT en Catalogne ainsi que le nouvel élan du féminisme après les attentats du 15M ont rendu évidente la force de leurs propositions et de leurs idées si nous voulons construire une société libre de toute forme d'oppression et de domination. La nouvelle République devra de toute évidence intégrer les propositions des mouvements féministes afin de construire une société qui inscrive en son coeur le respect et l'attention à toutes les personnes et à la vulnérabilité de certaines d'entre elles. Ce groupe de travail prend toute son importance en ces moments où nous nous trouvons confrontés à un système judiciaire dans lequel prévaut une culture phallocratique qui, encore aujourd'hui, ferme les yeux devant les violences machistes, permet de faire usage du délit de haine, ne protège pas les minorités vulnérables ou exclues, comme les personnes</p>



transsexuelles, et punit les idées politiques. Dans ce groupe de travail, nous parlerons des principaux apports du féminisme pour élaborer une nouvelle société. Nous débattrons pour savoir comment faire face à l'offensive de certains secteurs de l'Etat soutenus par de nombreuses organisations conservatrices de la société civile prônant un recul dans toutes les avancées sociétales.

Groupe de travail sur travail et droits sociaux : la crise économique en Europe du sud a entraîné une série de coupes sévères dans le secteur laboral et dans les réformes sociales qui ont énormément précarisé nos conditions de vie. La construction d'une nouvelle République nous oblige à penser à des formes nouvelles de société basées sur l'égalité où les droits sociaux et les droits des travailleurs soient réels. Avec le conflit politique qui a éclaté en Catalogne, quelques entreprises (Caixabank, Gas natural, Abertis, Banc de Sabadell, Catalana Occidente, Applus...) ont déplacé leur siège social hors du territoire catalan. L'Etat espagnol a menacé affirmant que l'instabilité du contexte politique portait préjudice à l'activité économique de ces entreprises et de l'ensemble de la Catalogne. La longue tradition catalane d'un syndicalisme alternatif, du coopérativisme, des expériences de mise en commun d'outils de production ou des alternatives comme la Banque publique nous permettent de penser qu'il est possible de construire une République basée sur une économie sociale et coopérative qui remette en question la nécessité de la survivance de ces grandes entreprises.

Groupe de travail sur l'éducation : la communauté éducative en Catalogne, dans les Iles Baléares et au Pays Valencien souffre d'attaques injustifiables dans le contexte de répression de l'Etat espagnol. La campagne de criminalisation du professorat, accusé d'endroctriner les élèves, et les attaques constantes contre le modèle d'immersion linguistique mettent en péril un modèle éducatif catalan engagé dans l'égalité des chances et dans des valeurs démocratiques telles que la solidarité, la paix, l'égalité ou le sens critique. Ces attaques, de la part de l'Etat espagnol, s'ajoutent à un financement insuffisant de l'école publique catalane, conséquence de sévères coupes budgétaires et d'une politique néolibérale restrictive. Au cours de cette session nous débattrons afin de trouver comment faire face aux attaques dont est victime le système éducatif en Catalogne et dans l'ensemble des Pays Catalans ; nous débattrons aussi pour trouver le modèle éducatif que nous voulons intégrer à la construction d'une société réellement plus juste.

Groupe de travail sur les médias : les médias publics catalans ont souffert d'attaques injustifiées dans le contexte de répression de l'Etat espagnol. Ils ont été accusés incessamment de manipulation et de manque de neutralité. Avec l'application de l'article 155, le gouvernement espagnol avec le soutien d'autres partis de l'opposition a évoqué la possibilité de prendre le contrôle direct de TV3, de Catalunya Radio et de l'ANC (Assemblée nationale catalane), envisageant une attaque directe sans précédent à la démocratie et à la liberté d'expression. La prise de contrôle d'un média audiovisuel, pouvant aller jusqu'à sa fermeture, est un type de manoeuvre que connaît déjà l'Etat espagnol. Au cours de cette session, nous débattrons sur les attaques dont ont été victimes les médias et essayerons de trouver comment les aider à améliorer leurs formes de coordination et d'articulation pour faire face à ces attaques.



17 DÉCEMBRE	
10:00	<p style="text-align: center;">COMMENT ORGANISER LA SOLIDARITE AVEC LA CATALOGNE ?</p> <p>Groupe de travail “solidarité internationale” : dans ce groupe nous essayerons de trouver des personnes à travers l'Europe, la Méditerranée et le monde entier pour pouvoir coordonner et articuler la solidarité avec la Catalogne. En même temps, nous souhaitons que ces articulations puissent servir à d'autres solidarités internationales qui pourraient en avoir besoin.</p> <p>Groupe de travail “avec les peuples de l'Etat espagnol” : dans ce groupe, nous essayerons de trouver des personnes issues des différents peuples et nations de l'Etat espagnol pour pouvoir coordonner et articuler la solidarité avec la Catalogne. En même temps, nous souhaitons que ces articulations puissent servir pour continuer une tâche commune et faire face à toutes les attaques antidémocratiques que l'Etat espagnol sera susceptible de mener.</p>
10.00	ASSEMBLÉE D'ORGANISATIONS ET COLLECTIFS DES PAYS CATALANS
12.30	FIN DE L'ACTE